

REPUBLIQUE TOGOLAISE

Travail-Liberté-Partrie



Transparence - Equité - Développement

AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS

COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS

**DECISION N° 087-2015/ARMP/CRD DU 20 NOVEMBRE 2015
DU COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS STATUANT
EN FORMATION LITIGES PRONONÇANT LA SUSPENSION
DE L'APPEL D'OFFRES n° 51/ML/DST/DIA/2015 DU 27 JUILLET 2015
DE LA COMMUNE DE LOME RELATIF A LA FOURNITURE, A LA POSE
ET A LA DEPOSE DE MATERIELS D'EMBELLISSEMENT DE LA VILLE
DE LOME LORS DES FETES DE FIN D'ANNEE 2015**

LE COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS STATUANT EN FORMATION LITIGES,

Vu la loi n° 2009-013 du 30 juin 2009 relative aux marchés publics et délégations de service public ;

Vu le décret n° 2009-277/PR du 11 novembre 2009 portant code des marchés publics et délégations de service public ;

Vu le décret n° 2009-296/PR du 30 décembre 2009 portant missions, attributions, organisation et fonctionnement de l'Autorité de régulation des marchés publics modifié par le décret n° 2011-182/PR du 28 décembre 2011 ;

Vu le décret n° 2015-008/PR du 22 janvier 2015 portant nomination du Directeur général de l'Autorité de régulation des marchés publics (ARMP) ;

Vu le décret n° 2015-009/PR du 22 janvier 2015 portant nomination au Conseil de régulation de l'Autorité de régulation des marchés publics ;

Vu la décision n° 002/2012/ARMP/CR du 03 janvier 2012 portant règlement intérieur du Conseil de régulation des marchés publics ;

Vu la décision n° 001/2015/ARMP/CR du 10 février 2015 portant nomination des membres du Comité de règlement des différends (CRD) ;

Vu la requête non référencée datée du 10 novembre 2015 de la société ETAMIF et enregistrée le 11 novembre 2015 au secrétariat du Comité de règlement des différends (CRD) sous le numéro 2890 ;

Sur le rapport du Directeur général de l'Autorité de régulation des marchés publics ;

En présence de Madame Ayélé DATTI, Président, de Messieurs Konaté APITA, Abeyeta DJENDA et Kuami Gaméli LODONOU, membres dudit Comité ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Adopte la présente décision fondée sur la recevabilité du recours ;

Par requête non référencée datée du 10 novembre 2015 et enregistrée le 11 novembre 2015 au secrétariat du Comité de règlement des différends (CRD) sous le numéro 2890, la société ETAMIF ayant son siège à Lomé, 253 rue Zooti, derrière le commissariat central ; Tél : 22 42 73 28 / 22 37 76 19/ 90 04 19 18 ; e-mail : j.etamif@yahoo.fr, a saisi le CRD d'un recours en contestation des résultats provisoires de l'appel d'offres n° 51/ML/DST/DIA/2015 du 27 juillet 2015 de la Commune de Lomé relatif à la fourniture, à la pose et à la dépose de matériels d'embellissement de la ville de Lomé lors des fêtes de fin d'année 2015.

SUR LA RECEVABILITE

Considérant qu'il résulte de la combinaison des articles 122 et 125 du décret n° 2009-277/PR du 11 novembre 2009 portant code des marchés publics et délégations de service public que « tout candidat ou soumissionnaire s'estimant injustement évincé des procédures de passation des marchés publics et délégations de service public peut introduire un recours effectif préalable à l'encontre des procédures et décisions rendues à l'occasion de la procédure de passation leur causant préjudice, devant la personne responsable des marchés publics » ;

Que « les décisions rendues au titre de l'article précédent peuvent faire l'objet de recours devant l'autorité de régulation des marchés publics dans un délai maximum de cinq (05) jours ouvrables à compter de la date de la notification de la décision faisant grief » ;



2

Considérant qu'il résulte des faits évoqués ci-après que par lettre n° 540/ML du 28 octobre 2015, la personne responsable des marchés publics de la Commune de Lomé a informé la société ETAMIF des résultats provisoires de l'appel d'offres susmentionné et corrélativement du rejet de son offre ;

Considérant que par lettre datée du 02 novembre 2015 adressée à la personne responsable des marchés publics de l'autorité contractante, la société ETAMIF a contesté les résultats provisoires par un recours gracieux ;

Considérant que par lettre n° 565/ML du 05 novembre 2015, reçue le même jour par la requérante, l'autorité contractante a rejeté le recours gracieux introduit comme non fondé ;

Que non satisfaite, la société ETAMIF a, par lettre non-référencée datée du 10 novembre 2015, saisi le Comité de règlement des différends (CRD) pour contester le rejet de son recours ;

Considérant que pour saisir le Comité de règlement des différends, la requérante dispose d'un délai maximum de cinq (05) jours ouvrables à compter du lendemain de la date de notification de la décision faisant grief ou en l'absence de réponse, de l'expiration du délai dans lequel celle-ci aurait dû répondre ; que ce délai commence à courir à compter du 06 novembre 2015 à 00 heure pour expirer le 12 novembre 2015 à 00 heure ;

Considérant que le recours de la société ETAMIF daté du 10 novembre 2015 est enregistré le 11 novembre 2015 au secrétariat du CRD ; qu'en introduisant son recours avant l'expiration du délai prévu à l'article 125 du décret susvisé, la société ETAMIF a agi dans le délai ;

Qu'en conséquence, il y a lieu de déclarer le recours de la société ETAMIF recevable et d'ordonner la suspension de la procédure de passation susmentionnée jusqu'au prononcé de la décision au fond.

DECIDE :

- 1) Déclare la société ETAMIF recevable en son recours ;
- 2) Ordonne la suspension de l'appel d'offres susmentionné jusqu'au prononcé de la décision du Comité de règlement des différends au fond ;
- 3) Dit que la présente décision est immédiatement exécutoire nonobstant toutes voies de recours ;



3

- 4) Dit que le Directeur général de l'ARMP est chargé de notifier à la société ETAMIF, à la Commune de Lomé, ainsi qu'à la Direction nationale du contrôle des marchés publics, la présente décision qui sera publiée

LE COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS (CRD)

LE PRESIDENT



Madame Ayélé DATTI

LES MEMBRES



Konaté APITA



Abeyeta DJENDA



Kuami Gaméli LODONOU